



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
– TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division/Division des
services professionnels en informatique
11 Laurier Street
11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III, 4C2
Gatineau
Quebec
K1A0S5

Title - Sujet L'APPLICATION DU SYSTÈME DE GESTION	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-17SM06/B	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-17SM06	Date 2017-11-16
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$IPS-004-31878	
File No. - N° de dossier 004ips.W8474-17SM06	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-12-18	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Patel, Ankoor	Buyer Id - Id de l'acheteur 004ips
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4970 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation W8474-17SM06/B	Amd. No – N° de la modif. 004	Buyer ID – Id de l'acheteur 004ips
Client Ref. No. – N° de réf. du client W8474-17SM06	File No. – N° du dossier 004ips W8474-17SM06	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

MODIFICATION N° 004

La présente modification vise à modifier la demande de propositions (DDP) et à répondre aux questions des soumissionnaires.

MODIFICATIONS À LA DDP :

1. Page 1 de la demande de propositions (DDP), l'invitation prend fin le :

Supprimer : 2017-11-27

Remplacer par : 2017-12-18

QUESTIONS ET RÉPONSES :

Question n° 15 :

Section 2.1 – Définition du soumissionnaire dans le Guide des CCUA 2003 (2017-04-24) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels :

La définition du soumissionnaire retenue dans les clauses du Guide des CCUA mentionnées ci-dessus exclut les sous-traitants et empêche qu'un intégrateur de systèmes et qu'un fournisseur de logiciels commerciaux s'associent pour présenter une soumission. Nous estimons que l'expérience de partenaires ou de sous-traitants de fournisseurs de logiciels commerciaux devrait être prise en compte et qu'ils devraient être incités à offrir à l'État la meilleure solution et le meilleur rapport qualité-prix. En tant qu'entreprise internationale, nous travaillons avec un large éventail de fournisseurs de solutions commerciales parmi les meilleurs du secteur dont certains ont conçu des systèmes de gestion de missions de recherche et de sauvetage qui pourraient être profitables à l'État.

Lorsque les exigences de l'État sont aussi complètes que celles énoncées dans la demande de propositions et lorsque les soumissionnaires sont tenus de déclarer tous les composants logiciels, on devrait autoriser l'expérience confirmée de fournisseurs de solutions logicielles commerciales parmi les meilleurs du secteur. Par conséquent, nous vous demandons de bien vouloir confirmer que l'expérience des sous-traitants d'un soumissionnaire ou d'association d'intégrateurs de systèmes et de fournisseurs de logiciels commerciaux sera acceptée dans le cadre de l'évaluation des critères obligatoires et cotés d'une réponse à la DP.

Réponse n° 15 :

Après avoir examiné la question, le Canada a décidé de laisser la demande de propositions telle quelle.

Question n° 16

L'État a indiqué que seules les qualifications et l'expérience du soumissionnaire sont admissibles en vue de satisfaire aux critères obligatoires énoncés dans la DP. Cette approche est extrêmement inhabituelle pour un marché de cette nature. L'État a par ailleurs indiqué que les coentreprises étaient le seul cas dans lequel les qualifications d'une équipe sont susceptibles d'être utilisées pour satisfaire aux exigences obligatoires, et ce bien qu'il s'agisse d'accords hautement improbables dont la mise en place nécessite d'importants investissements, des structures juridiques complexes et beaucoup de temps pour une

Solicitation No. – N° de l'invitation W8474-17SM06/B	Amd. No – N° de la modif. 004	Buyer ID – Id de l'acheteur 004ips
Client Ref. No. – N° de réf. du client W8474-17SM06	File No. – N° du dossier 004ips W8474-17SM06	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

période de soumissions aussi courte (et inflexible). Il semble que l'État soit résolu à exclure les petites et moyennes entreprises (PME) qui, seules, ne peuvent satisfaire aux exigences obligatoires, mais qui pourraient le faire dans le cadre d'accord soumissionnaire principal-sous-traitant traditionnel. La présente approche semble contraire à l'ensemble des politiques publiées au sujet des processus concurrentiels ouverts et équitables, du soutien à l'innovation et aux PME et de l'obtention du meilleur rapport qualité-prix pour le Canada. Veuillez expliquer les raisons de limiter la définition du soumissionnaire figurant dans la modification n° 2 et quels avantages l'État pourrait en retirer.

Réponse n° 16 :

Après avoir examiné la question, le Canada a décidé de laisser la demande de propositions telle quelle. La raison de la modification de la définition du soumissionnaire telle qu'elle figure dans la modification no 2 est que le Canada n'est pas lié par une relation contractuelle avec des sous-traitants qui exigerait une exécution de leur part. En ce qui concerne les coentreprises, le cas échéant, veuillez-vous reporter aux directives sur la manière de soumissionner en tant que coentreprise figurant à l'article 17 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA), qui est référencé dans la partie 2 de la demande soumissions.

Question n° 17 :

Pour toutes les questions concernant une prolongation de la date de clôture de la DDP.

Réponse n° 17 :

Un report de trois semaines de la date de clôture sera accordé

Les questions en suspens :

Les questions en suspens seront traitées dans les modifications ultérieures à suivre bientôt.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE MEURENT INCHANGÉES.
NOTA : UNE SOUMISSIONS DÉJÀ PRÉSENTÉE PEUT ÊTRE MODIFIÉE AVANT LA
DATE DE CLÔTURE.
LA CORRESPONDANCE CONCERNANT LA MODIFICATIONS DOIT INDiquer LE
NUMÉRO DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS ET LA DATE DE CLÔTURE DES
SOUMISSIONS; ELLE SOIT ÊTRE ADRESSÉE À :**

**RÉCEPTION DES SOUMISSIONS
SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA
PLACE DU PORTAGE, PHASE III
HALL PRINCIPAL, SALLE 0A1
11, RUE LAURIER
GATINEAU (QUÉBEC) K1A 0S5**